

Barroso sort de scène, Juncker va y monter

Juncker devra soigner "sa" gauche

Gilles Toussaint

Envoyé spécial à Strasbourg

Pour Jean-Claude Juncker, c'est la fin d'un très long marathon. Et le début d'une nouvelle épreuve de fond... Sauf grosse surprise, la Commission que le Luxembourgeois est amené à présider devrait en effet obtenir le feu vert du Parlement européen ce mercredi. L'équipe qu'il a composée pourra alors formellement prendre les commandes du Berlaymont le 1^{er} novembre.

Bien sûr, cette investiture ne se fera pas à l'unanimité. Dans l'évaluation globale des commissaires qu'ils établissaient mardi soir, les présidents des groupes politiques du Parlement européen n'auront pas manqué de pointer du doigt les ultimes corrections qu'ils veulent voir apporter à cet attelage. Le retrait des compétences en matière de Citoyenneté au commissaire hongrois Tibor Navracscis, par exemple. Mais aussi la garantie que le conservateur espagnol Miguel Arias Canete, en charge de l'Energie et du Climat, sera bien sous la supervision du vice-président social-démocrate de la Commission, Frans Timmermans. Ils devraient obtenir satisfaction, M. Juncker n'ayant pas intérêt à mettre en péril les équilibres politiques qui ont été trouvés.

Le risque des dissidences

Quoi qu'il en soit, les Verts, la gauche radicale, les europhobes non-inscrits ou rassemblés autour du Britannique Nigel Farage voteront contre. De leur côté, les Conservateurs et Réformistes européens (ECR), bien qu'ayant obtenu la nomination du Britannique Jonathan Hill aux Services financiers, demeurent imprévisibles. Tandis que les conservateurs (PPE), les sociaux-démocrates (S&D) et les libéraux (ALDE), bien représentés au sein de la Commission, devraient donner leur blanc-seing au "Team Juncker". Certaines dissidences restent toutefois possibles parmi ces familles politiques. Les socialistes espagnols ont ainsi répété leur opposition à voir M. Canete, qui possédait des intérêts dans des compagnies pétrolières, prendre en main la politique climatique.

En apportant son soutien à une Commission qui reste fortement ancrée à droite, le groupe social-démocrate ne prend-il pas le risque de voir s'accroître les dissidences internes au cours de la législature qui s'annonce ? Pour sa part, le socialiste belge Marc Tarabella n'entend en tout cas pas signer un chèque en blanc au successeur de Bar-

roso. "Si la déclaration sur le plan socio-économique qu'a faite Juncker en juillet devant le Parlement avait été intégrée par tous les commissaires, il n'y aurait pas eu de problème mais force est de constater que si les candidats sociaux-démocrates sont restés dans cette ligne, ça n'a pas été le cas pour Jyrki Katainen, Jonathan Hill et Cécilia Malmstrom. M. Juncker devra reclarifier les choses ce matin, sinon ce sera non. Même si j'espère qu'on pourra voter pour son équipe car il peut porter une politique sensiblement différente de celle de Barroso."

Un exécutif faible

Le travailliste britannique Richard Corbett rappelle quant à lui une réalité incontournable : "La composition politique de la Commission reflète celle des gouvernements européens qui désignent leur commissaire. Que nous la soutenions ou pas, nous serions de toute façon confrontés à un exécutif où les socialistes sont minoritaires. La question est de savoir si l'on préfère rester à l'écart ou essayer d'infléchir son programme." Une stratégie qui a d'ores et déjà porté ses fruits, selon lui. En témoignent les réajustements opérés suite aux auditions des commissaires, même si le processus reste imparfait, et le programme annoncé par Jean-Claude Juncker que le groupe S&D a négocié. Pour autant, l'histoire ne fait que commencer, souligne M. Corbett. Car dans le système européen, la Commission reste un exécutif faible. "Elle ne peut pas s'appuyer sur une majorité parlementaire qui vote 'oui' quoi qu'elle propose. Au Parlement européen, on ne remporte des succès qu'en construisant des ma-

"Au Parlement européen, on ne remporte des succès qu'en construisant des majorités de façon consensuelle."

RICHARD CORBETT
Eurodéputé travailliste
britannique

majorités de façon consensuelle, thème par thème, amendement par amendement." A ce petit jeu, les sociaux-démocrates pourraient donc encore gagner en influence, estime-t-il, "car s'il n'y a pas une majorité de socialistes, il n'y a pas non plus de majorité sans nous sur la plupart des sujets".

Une analyse que partage le social-démocrate allemand Jo Leinen, pour qui le S&D a déjà marqué des points en obtenant quelques postes clefs au sein de la Commission. Et de citer Frans Timmermans - "qui sera la main droite du président Juncker" -, Pierre Moscovici et Federica Mogherini. Même si, reconnaît-il, en remportant la présidence et la majorité des postes de commissaires, le PPE sort vainqueur de ce rapport de force. La faute, selon M. Leinen, à une méthode "antique" de désignation de commissaires par les gouvernements qui, à ses yeux, ne répond plus aux exigences démocratiques esquissées dans le Traité de Lisbonne.

Barroso s'en va, sur la pointe des pieds

Ambiance **Véronique Leblanc**
Correspondante à Strasbourg

En dix ans à la tête de la Commission, José Manuel Barroso s'est présenté "plus de cent fois" devant le Parlement européen. La dernière fut bien terne. Seuls 171 eurodéputés sur 751, dont 111 du Parti populaire européen (PPE) dont il est issu, sont venus l'écouter exposer son bilan, ce mardi, à Strasbourg.

"Nous avons réussi ! L'Union s'est élargie mais elle est plus intégrée, en tout cas dans la zone euro", a vanté le Portugais. Certes, il y eut des crises : la première, institutionnelle, avec l'échec du traité constitutionnel en 2005; la deuxième, économique et financière "a mené l'Europe au bord du gouffre" en 2008. Mais le Traité de Lisbonne a réglé l'une alors que, face à la seconde qui l'a trouvée fort dépourvue, l'Union a su "créer un nouveau système de gouvernance" et "oser parler d'union bancaire". "La stabilité est là, dans les grandes lignes", certifie M. Barroso. Qui concède que "la croissance est plus lente qu'es-

pérée" mais estime que réduire son action à l'austérité "est une caricature". Grecs, Portugais, Irlandais et autres Espagnols apprécieront...

Peu de fleurs pour le président sortant

Manfred Weber, chef du groupe PPE, a qualifié son bilan "d'impressionnant". Moins enthousiaste, le social-démocrate Gianni Pittella a pointé l'absence du mot "chômage" dans le discours du président sortant. Selon lui, l'engagement de José Manuel Barroso "n'a pas suffi". Et l'Italien d'insister : "Il faut changer de rythme." Côté libéral (dont le leader, Guy Verhofstadt, brillait par son absence), on a épinglé le manque d'action et "de leadership" de la Commission sortante. Philippe Lamberts (Verts) fut perfide en rappelant qu'au sommet des Açores, en 2003, l'alors Premier ministre Barroso s'aligna sur la politique belliciste de Bush. Puis équitable lorsqu'il souligna que les "3 millions de chômeurs de plus que compte l'Europe depuis cinq ans" n'étaient pas imputables à la seule Commission. Didactique, enfin, en rappelant que "la solidarité et la justice sociale sont elles aussi inscrites dans les Traités européens". Manière d'en appeler à Jean-Claude Juncker, successeur de José Manuel Barroso, que le Parlement européen semblait déjà avoir rangé au rayon des souvenirs.

DENIS MUKWEGE

Denis Mukwege Prix Sakharov

Le Parlement européen a décidé jeudi soir d'attribuer le prix Sakharov (décerné chaque année à une personnalité, individuelle ou collective, qui lutte pour la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales) au gynécologue-obstétricien congolais Denis Mukwege. Le D^r Mukwege, âgé de 59 ans, a été récompensé pour son action en faveur des

femmes victimes de violences sexuelles dans l'est de la République démocratique du Congo, où les groupes armés utilisent le viol comme une arme de guerre. Denis Mukwege a fondé en 1998 l'hôpital de Panzi, à Bukavu, où les femmes peuvent bénéficier d'une chirurgie reconstructive et de soutien. Plusieurs fois menacé pour son action, il parcourt également le monde pour sensibiliser la communauté internationale au sort des femmes congolaises. Le D^r Mukwege recevra son prix à Strasbourg, le 26 décembre prochain. **OleB**